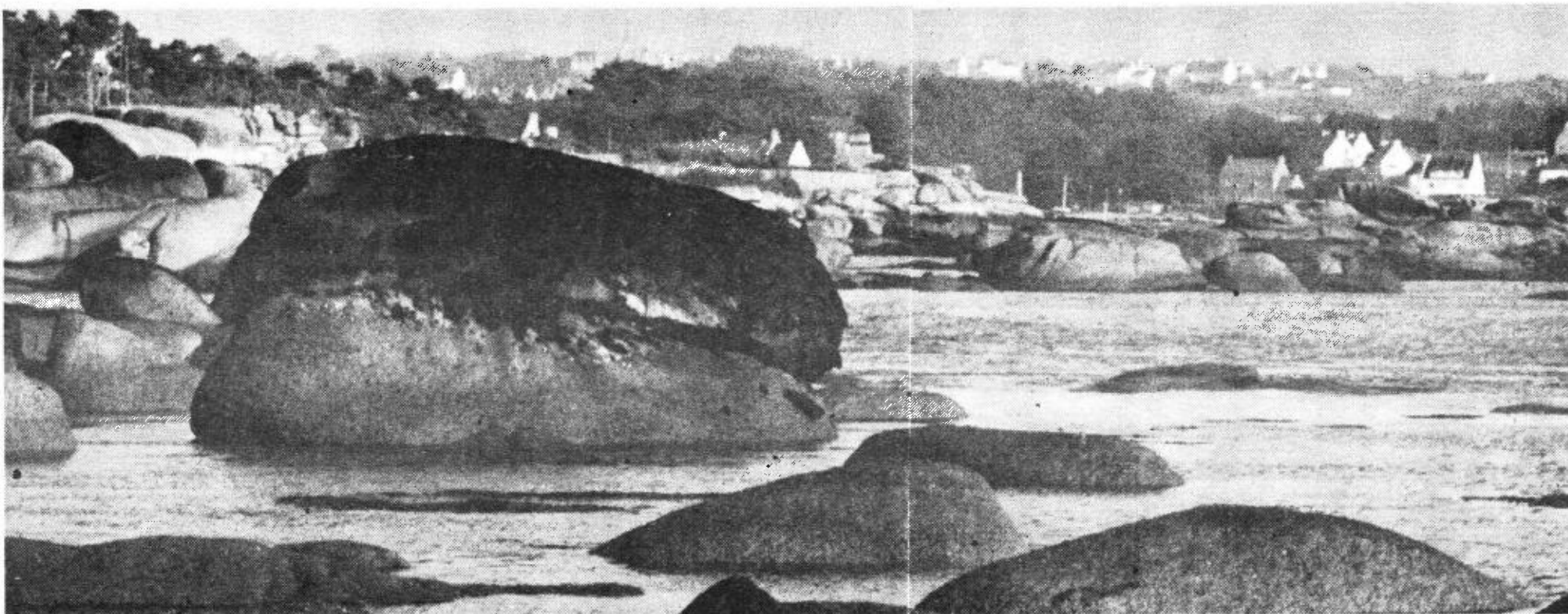




BRETAGNE

Têtes de granit contre centrale nucléaire

«Il faut choisir entre les destinées naturelles d'une région et une nucléarisation complète qui bouleverserait tout»

Lundi le conseil régional de Bretagne, réuni à Saint-Brieuc a approuvé, après une demi journée de débats parfois très vifs, le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, par 44 voix pour (majorité) et 21 contre. Rien, pourtant, n'est encore joué. La consultation de l'assemblée générale n'est pas « réglementaire » et n'engage ni EDF, ni le gouvernement qui pourront toujours, s'ils le veulent et selon le résultat des nouvelles études scientifiques engagées, choisir le site de Ploumoguer, près de Brest.

ces secondaires ou de bâtiments agricoles qui les aurait dénaturés...

« Et ça vous étonne ? » me demandait l'autre jour le responsable d'une association bretonne de défense de l'environnement : « En 1973, j'ai eu l'occasion de rencontrer la petite mission de responsables de l'EDF — ils étaient 5 ou 6 — qui a fait le tour des côtes pour trouver des emplacements. Leurs impératifs techniques n'étaient pas trop lourds : ils voulaient seulement que la zone ne soit pas touristique et que les fonds d'un minimum de dix mètres soient à moins d'un kilomètre de la côte. Par contre, ce qui était très important pour eux, c'est que le cadre soit joli. Ils considéraient que la centrale était un bijou auquel il fallait trouver un écrin. C'est seulement ensuite, grâce aux études techniques qu'ils ont fait coller leur projet avec ce qu'ils avaient décidé... ».

Pour EDF, en effet, la décision était prise depuis longtemps et s'appuyait sur une idée simple : si la Bretagne ne produisait pas, elle-même, très vite l'énergie dont elle a besoin, elle serait trop déficitaire à « l'horizon 1990 » pour que la production électrique du reste de la France suffise à satisfaire sa demande. Pour appuyer sa démonstration, EDF se basait sur des « calculs prévisionnels » dont elle avait elle-même défini les critères et qui prévoyaient que la consommation électrique de la Bretagne passerait de 6 milliards de kilowatts/h en 1977 à 17 milliards de kilowatts/h en 1990. Or, si rien n'est fait, affirme EDF, la Bretagne continuera à ne produire à cette date que le milliard de kilowatt/h qu'elle fabrique déjà actuellement. Dans la logique EDF, il n'y a donc qu'une seule solution : la centrale nucléaire.

Pour la préfecture de région qui l'explique dans le rapport remis aux conseillers régionaux, il n'y a pas d'autre choix : « la sécurité d'approvisionnement de la Bretagne en électricité nécessite la présence dans la région d'un centre de production qui, seul, permettra à la Bretagne de ne plus connaître les conséquences négatives d'une localisation à la

pointe extrême du réseau. Il s'agira de deux tranches de 1300 mégawatts, de la technique actuellement éprouvée des réacteurs d'eau pressurisée, capable de produire vers 1990 15 milliards de kilowatts ».

une centrale inutile

L'argumentation et les calculs de consommation d'EDF ont été, bien entendu, réétudiés, point par point, avant d'être remis en cause par les militants anti-nucléaires bretons, qui ont bénéficié de l'appui efficace d'un certain nombre de scientifiques et de techniciens. Parmi ceux-ci, Pierre Gabriel Laurent qui donne, depuis quelque temps, des sueurs froides aux technocrates nucléaires d'EDF. Le septuagénaire distingué vit au petit port du Conquet dont les marins pêcheurs seraient directement menacés si la centrale s'installait à Ploumerguer. Droit comme un piquet, les yeux pétillants de vie sous d'épais sourcils, il ne peut pas être accusé d'être un gauchiste irresponsable. Il sait de quoi il parle : il a travaillé pendant presque toute sa vie active à l'EDF, dans divers postes de direction et y a passé les dix dernières années de sa carrière comme contrôleur général des études et recherches. Pour lui, le nucléaire n'est pas mauvais en soi, mais il n'admet pas qu'on puisse concevoir de construire en Bretagne une centrale inutile : « Quand on dit que la Bretagne appellera 17 milliards de kilowatts/h en 1990 et que cette consommation implique la construction d'une centrale nucléaire, on oublie de dire également que la moitié de la Bretagne est nettement plus près de la Basse Loire que d'ici, dans le Finistère, où nous sommes en bout de réseau. Pour le préfet de région, la Bretagne compte quatre départements, alors que, pour EDF, cette Bretagne n'existe pas. La région Bretagne d'EDF comprend aussi la Loire Atlantique et la Vendée, et elle n'est pas importatrice d'électricité. Elle pourrait même produire beaucoup plus si les grosses centrales à fuel de Cordemais et de

Cheviré, près de Nantes, fonctionnaient en permanence. Aller dire que les besoins de la région rennaise nécessitent une centrale à Ploumoguer ou à Plogoff, non... pour la partie occidentale de la Bretagne, un seul groupe nucléaire suffirait largement ».

De plus, pour Pierre Gabriel Laurent, les choix techniques d'EDF ne se justifient pas. En effet, dans le jargon des spécialistes, les centrales nucléaires sont des centrales de « base » qui doivent toujours fonctionner au plein de leur puissance. Or, si les besoins de la Bretagne pendant les périodes de consommation « de pointe » sont satisfaits par la capacité de production de la centrale. Cela implique que la centrale produira au moins deux

fois plus d'électricité que ce dont la région a besoin.

« Ce qu'il nous faudrait donc en 1990, ce ne sont pas deux groupes nucléaires de 1300 mégawatts, c'est la moitié d'un. De plus, rien n'indique que le choix du nucléaire soit bon. On est actuellement victime de la politique EDF qui n'a jamais raisonné que par des modules fixés pour la construction d'unités de production. Autrefois, les centrales thermiques étaient uniquement de 125 mégawatts puis de 250, enfin de 600. Maintenant, avec le nucléaire, on en est à 1300 mégawatts... La Bretagne, avec sa configuration en péninsule, demande des machines beaucoup moins puissantes et pas nécessairement nucléaires. Est-il vrai-

ment indispensable de décider aussi vite ? Ne vaudrait-il mieux pas prendre le maximum de temps avant de décider d'engager notre avenir pour 1000 ans ? Il faut choisir entre les destinées naturelles d'une région qui conservera son genre de vie et une nucléarisation complète qui bouleverserait tout ».

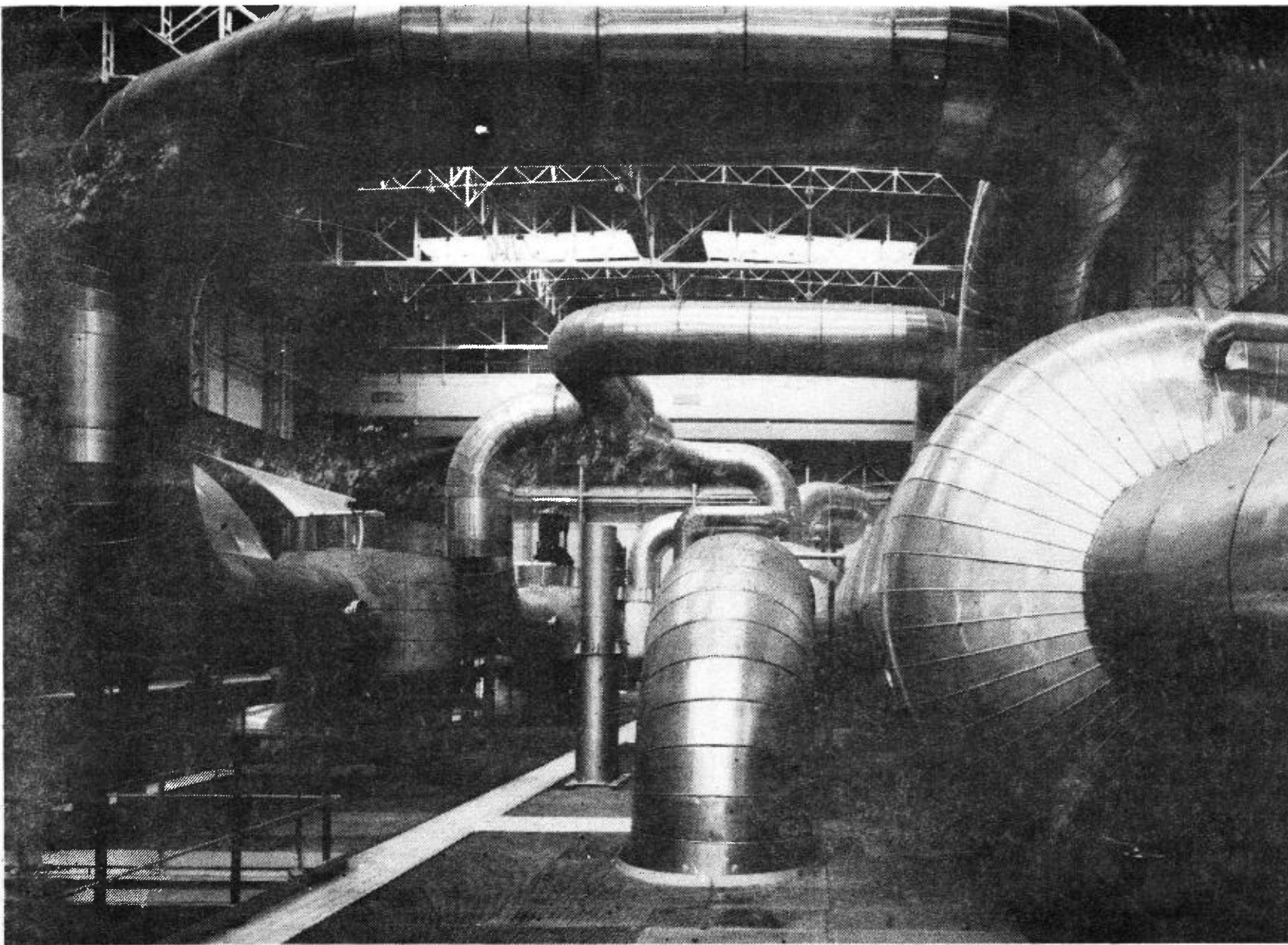
radioactivité, tâche thermique

Si l'opposition à la centrale s'est faite aussi massive à Ploumoguer depuis 1975, sous l'impulsion des militants du comité local d'information nucléaire

...suite page 10



Mer, falaises, landes. Les sites de Brentec'h, à Ploumoguer et de Funten-Aod, à Plogoff, se ressemblent étrangement. Mêmes vagues au bas des rochers, mêmes bruyères en fleur sous le ciel de septembre. Seules quelques maisons blanches font face à la mer. Personne n'a jamais pu reprocher à EDF d'avoir eu mauvais goût pour choisir, dès 1973, les portions de la côte bretonne qu'elle retenait pour y préparer l'implantation de sa centrale. Tous les sites, comme ceux de Plogoff et de Ploumoguer étaient splendides, comptant parmi les plus beaux, les plus sauvages et les mieux protégés par la loi contre la construction de résiden-



« On voit que la centrale de Fessenheim, d'un type semblable à celle qu'on veut construire dans le Finistère est continuellement en panne... (Photo EDF) »

...suite de la p. 9

(CLIN), et si elle gagne aujourd'hui Plogoff, c'est bien sûr et avant tout à cause des menaces de pollution. Pour EDF pourtant, pas de difficultés : la question est réglée, les centrales sont fiables, sans danger et l'irradiation qu'elles entraînent plus faible que celle d'une montre.

Quant aux risques de contamination par la chaîne alimentaire, ils sont inexistantes. Pour les militants anti-nucléaires, par contre, si les risques sont effectivement faibles, quoique réels en cas de fonctionnement normal de la centrale, ils n'en demeurent pas moins extrêmement menaçants au cas où un jour, un accident se produirait. « Personne ne peut dire qu'un accident est impossible » estime Nicole Le Fur, agricultrice à Ploumoguer et membre du CLIN depuis les premières heures. « On voit que la centrale de Fessenheim, d'un type semblable à celle qu'on veut construire dans le Finistère est en panne continuelle, que la fiabilité de telles installations n'est pas du tout évidente. De

même qu'un pétrolier n'est pas fait pour aller se jeter sur une côte, une centrale n'est pas prévue pour sauter... Pourtant, malgré ce qu'ils disent, les pouvoirs publics ont prévu cette éventualité en préparant le plan Orsec-Rad. Pourquoi ne le publient-ils pas ?

EDF, dans les rapports remis aux conseillers régionaux, a complètement occulté la question de la radio-activité de la centrale nucléaire pour ne retenir qu'une seule forme de pollution : celle causée par le rejet à la mer de l'eau ayant servi à refroidir les installations, réchauffée d'une dizaine de degrés et chargée de doses très fortes de chlore destinées à éviter l'engorgement des tuyauteries par les algues ou les petits animaux. La « tache thermique » ainsi provoquée dans la mer par le rejet en quantités énormes (200 m³/sec) d'eau chaude et polluée est très difficile à déterminer, mais on sait que son importance est considérable et qu'elle peut, à terme, provoquer un déséquilibre catastrophique sur plusieurs dizaines de kilomètres carrés, « stériliser »

une partie de la côte et entraîner la ruine de centaines de pêcheurs...

Or c'est justement l'étude de cette tache thermique « cas par cas » par des laboratoires scientifiques sous contrat (centre national d'exploitation des océans, institut scientifique et technique des pêches maritimes, université de Bretagne occidentale) qui permet aujourd'hui à EDF d'affirmer que le site de Plogoff est « tout particulièrement favorable » puisque « l'on n'y obtiendrait, en vive eau moyenne, une température moyenne supérieure de 0,5 degrés que sur 2 à 3 kilomètres carrés ». Lors de la publication de ces « résultats », les chercheurs qui avaient participé aux études ont bondi, assurant que l'EDF avait transformé leurs travaux.

La section CFDT du Cnexo vient d'ailleurs de publier une lettre ouverte à ce sujet « lors des journées de thermoécologie organisées par EDF au centre océanologique de Bretagne en novembre 1976, les scientifiques du Cnexo qui présentaient les sites bretons avaient refusé de

mettre en avant un site plutôt qu'un autre. Dans la conclusion de leur communication, ils avaient montré la faiblesse de connaissance de ces sites. Or, dans le compte-rendu écrit que EDF a fait de ce colloque, cette conclusion a disparu... Par ailleurs, EDF refuse toujours de rendre publiques les études du Cnexo sur chaque site, ce qui lui permet de sélectionner les éléments qui l'intéressent et de dissimuler les insuffisances de ces études. EDF utilise ces études à sa guise et n'hésite pas à aller jusqu'à la censure pour cacher ses interventions ».

Comment, donc, croire à l'indépendance de scientifiques dont EDF, par l'intermédiaire de contrats d'études, détermine l'axe des recherches et en fixe les objectifs, avant d'en devenir, finalement, propriétaire ?

montrer les dents

Face à la machine de guerre et aux possibilités financières gigantesques dont dispose EDF pour faire admettre l'idée de sa centrale, les moyens et les pouvoirs des militants anti-nucléaires paraissent singulièrement dérisoires. Les camps, désormais, sont bien définis : d'un côté, EDF qui bénéficie du poids énorme de l'institution étatique et de l'appareil préfectoral qui se sont mis depuis trois ans à son entière disposition ; de l'autre, les anti-nucléaires qui n'ont dans la manche qu'un seul atout, mais il est essentiel : l'appui de la population. Pour s'en convaincre si les nombreuses manifestations qui se déroulent en ce moment ne suffisent pas, il faut se rendre à Ploumoguer, haut-lieu de la contestation anti-nucléaire bretonne depuis 1975.

La mairie est couverte de calicots dénonçant l'implantation de la centrale, des panneaux ont été plantés sur toutes les routes menant au bourg, les commerçants ont placardé des affiches sur les portes de leurs magasins. Au printemps dernier, alors que l'EDF n'avait pas encore acquis la moindre parcelle

de terre, les agriculteurs avaient constitué, avec l'aide du CLIN, un groupement foncier agricole du type de celui fondé par les paysans du Larzac.

Yves Le Hir, le gérant du GFA, est à lui seul le symbole de la lutte anti-nucléaire de Ploumoguer, âgé d'une vingtaine d'années, il a choisi d'être agriculteur et se prépare à prendre la suite de ses parents sur la ferme familiale, dont les terres sont situées sur le site d'EDF. Si la centrale s'implante, sa vie est bouleversée : « EDF prévoit de prendre 300 hectares pour les bâtiments de l'usine, et au moins autant pour la zone de servitude. Si on compte que les exploitations ici font en moyenne 15-20 hectares, cela veut dire que trente au moins devront disparaître. Ce serait une véritable catastrophe pour tout le canton de Saint Renan où de très nombreux jeunes viennent de s'installer. Le remembrement vient de se terminer à Ploumoguer, les structures agricoles commencent à devenir intéressantes et si on remet en cause une partie du milieu, tout l'ensemble économique en souffrira. On s'est dit que la GFA pouvait être une arme efficace et que ça nous donnait l'avantage de démarrer avant qu'il y ait quelque chose d'irréversible. L'intérêt pour nous, c'est de montrer les dents. Le GFA, dont plus de 700 parts ont déjà été acquises depuis sa création n'empêchera pas tout seul que la centrale se fasse, mais la menace d'une longue bataille juridique peut faire reculer EDF. De toutes façons, le plus important, c'est que les paysans d'ici ne se sentent plus isolés ».

Les militants du CLIN de Ploumoguer, agriculteurs ou habitants du bourg, ont privilégié, depuis 1975, le travail « en profondeur », multipliant les réunions d'information, harcelant EDF, sommant les élus locaux de prendre position. Aujourd'hui, ils en récoltent les fruits : tous les conseils municipaux du canton de Saint-Renan se sont déclarés opposés au projet d'EDF, aucun élu, même de la majorité, n'ose plus dire qu'il est pour la centrale, et le syndical intercom-

munal à vocations multiples de Saint Renan, à tendance politique « conservatrice » a signifié aux conseillers régionaux qu'il leur demandait « de rejeter catégoriquement tout projet d'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne ». Une vraie révolution quand on sait qu'il n'y a pas si longtemps, certains habitants de Ploumoguer, tout en rejetant l'idée de la construction d'une centrale sur leur territoire, l'auraient vu sans protester s'installer sur une commune voisine...

et maintenant Plogoff...

Bien que cet élément n'apparaisse nulle part dans les documents officiels, il semble que ce soit l'opposition anti-nucléaire organisée par les habitants autour du site de Ploumoguer qui ait en grande partie fait pencher la balance en faveur de Plogoff où les adversaires au projet d'EDF étaient moins virulents.

Ce gros village de la pointe du Raz, dans le Cap Yizun, situé, à vol de mouette au-dessus de la mer d'Iroise, à 40 kms de Ploumoguer, ne prenait plus très au sérieux l'EDF. Quelques jours de barrage et de paroles bien senties, en juin 1976, avaient en effet suffi à faire partir l'avant-garde scientifique venue sonder le sous-sol de Funten-Aod, sans que jamais la préfecture de Quimper juge bon d'y envoyer le moindre CRS... A Plogoff, les habitants ont eu le tort de s'endormir un peu trop sur leurs lauriers, ce que le maire Jean-Marie Kerloc'h, leader incontesté de la commune, reconnaît volontiers : « On n'a pas assez manifesté notre opposition à la centrale pendant les deux dernières années, mais il ne faut pas oublier qu'on n'a été tenu au courant de rien. Dernièrement, nous avons été les derniers prévenus que c'était nous qui courrions le plus de risques... » Jean Marie Kerloc'h est furieux. Avec sa municipalité de centre gauche, proche du PS, il a cherché dernièrement à obtenir de la préfecture qu'elle organise un référendum dans la commune. Refusé. Ici, contrairement à Ploumoguer, les notables conservateurs sont nettement pro-nucléaires et si Guy Guerneur, député de Douarnenez, n'a jamais pris de position publique à ce sujet, tout le monde sait très bien que, dans les couloirs de la préfecture, il réclame haut et fort que la centrale se fasse à Plogoff.

« La seule chose que nous souhaitons maintenant, poursuit le maire, c'est qu'on nous laisse tranquilles. Notre position ne changera pas et nous sommes farouchement opposés à la centrale. On a des têtes de granit, dans la pointe du Raz. On n'a peur de rien. S'ils veulent faire la centrale ici, il y aura des manifestations, et ce sera assez dur ».

A défaut, pour l'instant, de dureté, la manifestation du 17 septembre sur le site et qui a réuni plus de 5000 personnes prouve que les opposants à la centrale de Plogoff, même s'ils s'y prennent un peu tard, sont nombreux. Cela suffira-t-il à établir un rapport de force efficace ? Jean Moalic, secrétaire de l'association écologique « Evid Buhez Ar C' Hap », qui travaille en lien étroit avec les habitants de Plogoff et le comité de défense pense que ce n'est pas encore gagné : « On s'y est quand même pris un peu tard, et si la population est avec nous, on sent que la machine avance, et j'ai peur qu'elle écrase tout. Les arguments les plus lourds, les ficelles les plus grosses marchent auprès des notables. On leur fait miroiter le fric énorme que l'EDF versera sous forme de patente et de taxe professionnelle. Toutes les communes du cap savent que si elles ne soutiennent pas Plogoff, ce sont elles qui toucheront le pognon. Et EDF les persuade que si la centrale ne se fait pas, toute la Bretagne va devoir recommencer à s'éclairer à la bougie ».

Yann KERMOR

15.000 personnes samedi 23 septembre dans les rues de Brest, contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff : un dead in. (Photo ADJA)

